Modèle de courrier – demande à l’employeur de garantir par écrit ma sécurité dans un contexte d’épidémie – agent.es de droit privé (personnels OGEC)

Nom Prénom XXX, le XX XXX 2020

A Monsieur/madame XXXXXX, le/la présidente de l’OGEC

A Monsieur/madame XXXXXX, le/la chef d’établissement

Objet : Demande à l’employeur de garantir par écrit ma sécurité dans un contexte d’épidémie

Monsieur/madame la présidente de l’OGEC,

Monsieur/madame la chef d’établissement,

J’ai été informé(e) du plan de déconfinement gouvernemental à partir du 11 mai, qui va avoir pour conséquence l’obligation de rejoindre mon poste de travail. Je ne suis pas opposé(e) à reprendre ce poste, bien évidemment.

Néanmoins, je souhaite retourner au travail avec la garantie que je ne risque pas d’être contaminé(e) à mon poste de travail et que je ne risque pas en retour de contaminer mes collègues, mes proches, mes voisins.

La situation sanitaire actuelle montre que vos obligations de garantir la sécurité et la santé de l’ensemble des salarié.es amené.es à intervenir dans l’établissement restent plus que jamais entières en ces temps d’épidémie. Elles ont vocation à garantir un Droit humain fondamental : ma santé, ma vie. Ces obligations, non dérogatoires et supérieures à tout pouvoir hiérarchique, découlent de la directive UE 89/391 transcrite dans notre droit national dans les cinq premiers livres de la quatrième partie du Code du travail portant sur l’application des règles de prévention et de traçabilité des expositions professionnelles et dans le décret du 28 mai 1982 modifié relatif à l’hygiène, la sécurité et la prévention médicale

En effet, selon les informations dont nous disposons aujourd’hui, du gouvernement, de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l’Organisation internationale du travail (OIT), ce virus est très virulent et présente de vrais et graves dangers pour la santé des travailleurs et des travailleuses. Or, si je suis contaminé(e) par le Coronavirus sans que nous le sachions faute de tests, je serai dans l’impossibilité de répondre aux obligations des articles du Code du Travail cités précédemment de ne rien faire qui puisse porter atteinte à la santé et la sécurité des autres personnes concernées par mes actes ou omissions au travail, tout particulièrement mes collègues, mes proches, toutes celles et ceux que je serai amené(e) à rencontrer dans les locaux de travail et sur le trajet domicile-travail. De plus, aujourd’hui, sans dépistage systématique de la population, sans manifestation des symptômes révélateurs, personne ne sait dire s’il est ou non porteur du virus.

Je demande donc à être testé(e) avant de me rendre sur mon travail, conformément à l’avis voté lors du CHSCT du ministère de l’Education nationale, pour :

1. garantir mon entourage professionnel que je ne présente pas de danger de transmission du virus ;

2. prendre acte qu’avant d’aller travailler dans l’établissement je n’étais pas infecté(e) par le virus.

Il ne s’agit pas, bien évidemment, de refuser de rejoindre mon poste de travail mais de vous alerter sur l’évaluation des risques dont l’obligation vous incombe. Je ne doute pas qu’il vous importe aussi d’éliminer ou au moins de réduire au maximum ces risques, pour toutes celles et ceux qui ont à intervenir dans l’établissement.

En conséquence, je vous demande de me garantir par écrit que dans notre établissement il a été procédé à une évaluation des risques formalisée dans le Document Unique d’Evaluation des Risques (DUER) et que l’ensemble des agent.es et des usagèr.es pourront bénéficier des équipements de protection individuels suivants : gants et masques FFP2 ou équivalents. De même que seront tenus en permanence à disposition de l’ensemble des personnels et des élèves : le savon, les points de lavage en état de fonctionnement, des essuie-mains jetables, du gel hydroalcoolique en quantité suffisante pour toutes et tous. Je me permets aussi de vous demander de m’assurer que l’ensemble des agent.es et des usagèr.es au sein de mon établissement bénéficiera de masques en quantité suffisante et de formations sur les gestes barrière adaptés aux locaux.

Je demande enfin à faire l’objet d’un suivi médical par la médecine de prévention suite à mon exposition au risque particulier que constitue le Coronavirus aujourd’hui.

Dans l’attente de votre réponse, je vous assure, Monsieur/madame la présidente de l’OGEC, l’expression de mes sentiments les meilleurs.

Prénom NOM